

Le Burundi cherche 2,1 milliards USD pour son programme de croissance

@rib News, 20/08/2012 â€“ Source XinhuaLe Burundi prÃ©pare une confÃ©rence de partenaires qui aura lieu les 29 et 30 octobre prochain Ã GenÃve dans le cadre de ses efforts visant Ã mobiliser les fonds nÃcessaires Ã la mise en oeuvre de son Cadre stratÃgique de croissance et de lutte contre la pauvretÃ - deuxiÃme gÃnÃration (CSLP II). Ã«Ã Nous sommes dÃjÃ avancÃs au niveau des prÃparatifs de la ConfÃ©rence (...) les invitations sont en train d'Ãtre lancÃes Ã la centaine de personnalitÃs qui y seront conviÃees et parallÃlement une stratÃgie de communication pour ces assises est en cours de montage grÃce Ã l'apport des experts du Programme des Nations Unies pour le dÃveloppement et de la Banque MondialeÃ Ã», a dÃclarÃ le ministre burundais des Finances et de la Planification du dÃveloppement Ãconomique, Tabu Abdallah Manirakiza, au cours d'une rÃcente interview accordÃe Ã Bujumbura, en qualitÃ de prÃsident du comitÃ de pilotage de prÃparation de la confÃ©rence.

L'objet de cette confÃ©rence de prÃsenter le Programme d'actions prioritaires (PAP), relatif Ã la mise en Ãuvre du CSLP II prÃvue pour la pÃriode 2012-2015 et de mobiliser les besoins en financement ad hoc, a prÃcisÃ le ministre Manirakiza. Il a soulignÃ que le PAP s'inscrit dans les nouvelles politiques publiques que le gouvernement burundais compte mettre en place pour "accÃler la mutation de l'Ãconomie burundaise" et ainsi consolider les acquis de la paix et de la sÃcuritÃ nationale. Selon lui, le PAP, constituant le cadre opÃrationnel du CSLP II rÃcemment adoptÃ par le parlement et le gouvernement, a ÃtÃ ÃlaborÃ aprÃs une dÃmarche itÃrative de participation et de concertation avec les administrations concernÃes, le secteur privÃ et la sociÃtÃ civile. L'enveloppe globale du PAP du CSLP II est estimÃe Ã 2,1 milliards USD. Le Burundi compte mobiliser 48% de cette enveloppe destinÃe Ã financer les axes stratÃgiques retenus par le gouvernement aprÃs validation des Partenaires techniques et financiers (PTF), a rÃvÃlÃ le ministre Manirakiza. Ceux-ci, a-t-il indiquÃ, sont les donateurs traditionnels bilatÃraux et multilatÃraux comme les pays de la Zone Euro, les Nations Unies, l'Union EuropÃenne, la Banque Mondiale, le Fonds monÃtaire international (FMI) et la Banque africaine de dÃveloppement (BAD) ; mais aussi la catÃgorie des pays dits Ã«Ã ÃmergeantsÃ Ã» comme le BrÃsil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Le PAP comprend quatre axes stratÃgiques : le renforcement de l'Etat de droit, la consolidation de la bonne gouvernance et la promotion du genre ; la transformation de l'Ãconomie burundaise pour une croissance soutenue et crÃatrice d'emplois ; l'amÃlioration du taux d'accessibilitÃ, de la qualitÃ des services de base et renforcement du systÃme de la protection sociale ; l'amÃlioration de la gestion de l'espace et de l'environnement pour un dÃveloppement durable. Ã«Ã PrÃs de 50% des prÃvisions du PAP sont orientÃes vers les secteurs productifs et d'infrastructures d'appui Ã la production dont une part importante est consacrÃe au secteur de l'ÃnergieÃ Ã», a dÃclarÃ en substance le ministre Manirakiza. Le gouvernement burundais insiste sur la matÃrialisation du deuxiÃme axe stratÃgique -- la transformation de l'Ãconomie burundaise pour une croissance soutenue et crÃatrice d'emplois, a expliquÃ le ministre, soulignant que le Burundi, demandeur d'aides d'urgence aprÃs avoir traversÃ une longue pÃriode de crise sociopolitique, voudrait Ã«Ã sortir de l'Ãmaintenant pour passer directement au dÃveloppement ÃconomiqueÃ Ã». C'est l'ultime but visÃ par le prochain rendez-vous de GenÃve, a notÃ le ministre Manirakiza. Il a mis l'accent sur la mobilisation de l'attention des partenaires sur le dÃveloppement du Burundi "pour briser le cercle vicieux inhÃrent aux diverses crises cycliques qui ont longtemps confinÃ le pays Ã l'action humanitaire pour tourner dÃfinitivement cette page noire de l'histoire nationale en s'embarquant irrÃversiblement vers le dÃcollage Ãconomique". Pour lui, la confÃ©rence de GenÃve devrait marquer un tournant dÃcisif pour l'essor Ãconomique du Burundi en renvoyant aux calendes grecques les projets de court terme ayant un caractÃre "opportuniste" parce que les investisseurs potentiels veulent rentrer dans leurs coÃts dans l'immÃdiat, pour ne retenir que de gros investissements pour le moyen et long terme pour pouvoir consolider la paix civile Ã travers une marche rÃsolue vers une vÃritable rÃduction de la pauvretÃ. Le Burundi souhaite que la communautÃ internationale puisse "voir le Burundi avec un nouveau oeil, Ã savoir un Burundi sans troubles et sans mauvaise gouvernance", a affirmÃ le ministre Manirakiza. A la question relative Ã la bonne gouvernance et Ã la lutte contre la corruption, le ministre Manirakiza a indiquÃ que ces aspects ont ÃtÃ coulÃs dans le 1er axe stratÃgique du CSLP II. A ses yeux, si la communautÃ internationale fait de la lutte contre la corruption et de la bonne gouvernance une conditionnalitÃ pour financer cet axe stratÃgique, Ã«Ã on sera en train de tourner en rondÃ Ã». A propos de quelques arrestations opÃrÃes en juillet dernier contre des membres des corps en uniforme accusÃs d'Ãtre impliquÃs dans des opÃrations Ã«Ã d'exÃcutions extrajudiciairesÃ Ã» ou de Ã«Ã torturesÃ le ministre Manirakiza expliquÃ que cela est dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratÃgie de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. Ã«Ã Si ces gestes posÃs pour consolider l'Etat de droit peuvent drainer une confiance supplÃmentaire de la communautÃ internationale Ã l'endroit du Burundi et planer sur les rÃsultats de cette confÃ©rence, Ã«Ã serait bienÃ Ã», a-t-il affirmÃ. A en croire le ministre Manirakiza, depuis bientÃt plus d'une annÃe, le gouvernement burundais a reÃu des Ã«Ã messages positifsÃ Ã» de la plupart des gouvernements Ãtrangers, en l'occurrence amÃricain, belge et franÃais, pour lui signifier que des jalons seraient en train d'Ãtre posÃs pour asseoir la bonne gouvernance dans le pays. A la question de savoir pourquoi le gouvernement burundais a voulu placer la barre trÃs haute pour le financement sollicitÃ du CSLP II avec une enveloppe de plus de 2 milliards USD alors que les fonds demandÃs pour le CSLP I n'avaient pas dÃpassÃ le cap de 1,3 milliard USD, le ministre Manirakiza a expliquÃ que la principale raison d'un tel Ãcart est que lors de la mobilisation des fonds pour le CSLP I, le Burundi gÃrait encore des programmes d'urgence. En revanche aujourd'hui, a-t-il soulignÃ, le pays veut se lancer rÃellement dans le dÃveloppement. L'aspect le plus important pris en compte dans l'Ãlaboration du PAP du CSLP II, a-t-il conclu, c'est que l'axe stratÃgique en rapport avec la croissance Ãconomique, est la rubrique budgÃtaire qui mobilisera le maximum de fonds.